

Les Russes et les Italiens: un partenariat exemplaire

ROMAIN YAKEMTCHOUK

Les relations russo-italiennes connaissent une période de qualité exceptionnelle: elles ont enregistré ces derniers temps un grand développement sur le plan économique et industriel, voire sur le plan politique et culturel, ce qui amena Vittorio Surdo, ambassadeur d'Italie en Russie, de souligner que les deux pays avaient réussi à mettre en place un véritable partenariat stratégique. En conséquence, les gouvernements de Rome et de Moscou décidèrent que 2011 sera en Russie l'Année de la culture et de la langue italiennes, et que vice-versa elle sera en Italie l'Année de la culture et de la langue russes. Cette situation nous invite à dresser un bilan des relations russo-italiennes depuis 1861, date de la formation de l'État italien. Ce bref tour d'horizon rétrospectif permet de conclure que l'amitié et la coopération entre les deux pays peuvent se prévaloir de solides traditions, tout en reconnaissant qu'il leur est également arrivé de connaître quelques difficultés passagères, dûes principalement à leurs particularismes et à l'environnement international souvent défavorable.

Les bâtisseurs italiens en Russie. Les Russes attirés par les arts et la culture italiennes

Dès le XV^e siècle, les Italiens ont joué un rôle éminent dans le processus de rapprochement de la Russie à la civilisation européenne. De grands architectes venant d'Italie participèrent à l'édification du Kremlin, l'enceinte historique de l'Empire russe et résidence de leurs tsars. Sa Tour du Sauveur et son Palais granovite furent construits en 1491 par Marco Ruffo et Pietro Solario, la cathédrale de l'Assomption fut érigée entre 1467 et 1479 par le bolognais Rodolfo Fioravanti, la cathédrale de St. Michel et l'église de St. Jean-Baptiste furent bâties en 1505-1509 par le milanais Alvise Novo.

À partir du début du XVIII^e siècle, ce sont les grands architectes italiens qui édifièrent la nouvelle capitale St. Pétersbourg, qui se voulait être la plus belle ville de l'Empire. Appelé par Pierre le Grand en 1716, Bartolomeo Carlo Rastrelli s'installa en Russie où il sculpta la statue équestre du souverain, la statue de l'impératrice Anna Ivanovna, du prince Menchikov, etc.. Son fils Bartolomeo Francesco introduisit en Russie l'architecture baroque et rococo: il construisit à St. Pétersbourg la résidence des tsars, le Palais d'Hiver (qui héberge aujourd'hui le

musée de l'Hermitage), le couvent de Smolny, le Palais d'Été à Tsarskoïe Selo, l'église Saint-André à Kiev. Il est mort en Russie en 1771. Il fut suivi par Giacomo Quarenghi (1744-1817) qui édifia de magnifiques bâtiments à Peterhof et à Tsarskoïe Selo, ainsi que par le napolitain Carlo Rossi (1775-1849) lequel dota St. Pétersbourg d'une série d'ensembles architecturaux de haute valeur artistique.

Un grand nombre d'hommes de lettres et artistes russes, irrésistiblement attirés par la civilisation italienne, visitèrent la Péninsule, et certains, comme la princesse Zinaïda Volkonskaïa, s'y installèrent définitivement (1829) en y propageant des contacts culturels russo-italiens. Après avoir combattu contre les Turcs et Napoléon, Nikolai Demidov se fixa à Florence où il est mort en 1828; une Fondation Demidov fut ultérieurement créée dans la villa florentine. L'écrivain Nikolai Gogol passa le printemps de 1839 en Italie, et c'est à Rome qu'ont vu le jour ses *Ames mortes*; c'est à Florence que Dostoïevski a écrit son roman *L'idiot*. Très influencé par la musique italienne, Piotr Tchaïkovski ne manqua pas de se rendre à Florence où il composa sa 4^e symphonie, sans oublier le troisième acte de la *Dame de Pique* ou ses pièces tels que *Roméo et Juliette*, *Francesca da Rimini*, le *Capriccio italien*, le sextuor le *Souvenir de Florence*... Le peintre Alexandre Ivanov vécut vingt-huit ans à Florence et à Venise, alors que l'écrivain Viatcheslav Ivanov effectua plusieurs voyages en Italie avant d'y émigrer en 1924. Le fondateur de la littérature réaliste soviétique, Maxime Gorki s'installa jusqu'en 1913 à Capri où il reçut la visite de Lénine. Retourné en Russie dès la proclamation d'amnistie, il s'établit en 1924 une fois de plus en Italie, à Sorrento; il y resta jusqu'en 1928. Les apparitions du grand chanteur russe Fédor Chaliapine à la Scala de Milan ont laissé un souvenir inoubliable. Une des filles de l'écrivain Léon Tolstoï, Tatiana Lvovna, qui fut autorisée en 1925 à quitter l'Urss, s'établit à Rome. Sa fille Tatiana Mikhailovna, mariée avec Leonardo Albertini, a perpétué avec ardeur l'héritage tolstoïen en Italie, jusqu'à sa mort en 1950.

L'attitude ambiguë des tsars vis-à-vis de la formation de l'unité italienne

La Russie officielle a joué pourtant un rôle ambigu dans la question de formation de l'unité italienne. Pratiquant une politique absolutiste, les autorités tsaristes réprimaient au nom des principes de 1815 les revendications des nationalités au sein de l'Empire et se montraient réservées à l'encontre des mouvements indépendantistes à l'étranger. Une des raisons de leur attitude équivoque vis-à-vis des aspirations unitaristes italiennes fut l'accord conclu en janvier 1855 par le roi de Sardaigne Victor-Emmanuel II (roi d'Italie dès le 14 mars 1861) avec Napoléon III pour la participation du royaume de Sardaigne à la guerre de Crimée. Quinze mille soldats piémontais partirent donc pour Sébastopol. Étant donné que les Sardiniens n'évoquaient aucune doléance vis-à-vis de la Russie, «[...] *the sending of this force was clearly an effort to gain*

political influence, which could later be used against Austria»¹. Victor-Emmanuel II et son ministre, le comte de Cavour, espéraient que les forces françaises expulseraient l'Autriche de la Lombardie et de la Vénétie pour les réunir ensuite au Piémont. Cette participation à la guerre de Crimée, qui entraîna quelque 2 000 morts décimés surtout par l'épidémie de choléra, a valu au Piémont de participer au Congrès de Paris qui réunit, dès le 25 février 1856, les représentants de la France, de la Russie, de l'Angleterre, de la Turquie et de la Sardaigne.

Peu après la guerre de Crimée, la Russie et la Sardaigne ont renoué leurs relations diplomatiques, cette dernière ayant été représentée à St. Pétersbourg par le marquis Filippo Oldoini. Lors de leur rencontre de septembre 1857, Napoléon III et Alexandre II abordèrent la question de l'attitude de la Russie en cas de conflit armé de la France et de la Sardaigne avec l'Autriche; l'accord secret franco-russe de mars 1859 stipula qu'à l'occasion de ce conflit la Russie maintiendrait sa «neutralité amicale».

En fait, aussi longtemps qu'il s'agissait de combattre l'armée autrichienne Alexandre II se montrait favorable aux projets de Napoléon III et de Cavour. Mais quand, au cours des années 1859 et 1860, les princes de Toscane, de Modène et de Parme furent détrônés par les révolutions, et après que Garibaldi chassa les Bourbons de Naples, le tsar manifesta maladroitement, au nom des pseudo-principes surannés de 1815, son hostilité à la cause de l'unité italienne. À plus d'une reprise, le ministre russe des Affaires étrangères Gortchakov reprocha au gouvernement de Sardaigne d'avoir mené une politique «révolutionnaire»². Lorsque, en 1860, François-Joseph se mit à faire avancer ses troupes vers les frontières lombarde et vénitienne, le chef de la diplomatie russe Gortchakov réunit le 22 septembre 1860, à Varsovie, les souverains autrichien, prussien et russe, et Alexandre II recommanda fermement à François-Joseph de ne rien entreprendre vis-à-vis des Italiens. Les deux pays établirent donc leurs relations diplomatiques, mais les autorités tsaristes se montrèrent agacées par les agissements en Italie du russe Bakounine lequel fonda à Naples, en 1867, la première section socialiste italienne, laquelle a survécu après la rupture en 1872 entre Marx et Bakounine.

Ultérieurement, les dirigeants de St. Pétersbourg ont marqué leurs réserves à l'entrée de l'Italie, le 20 mai 1882, dans la Triple alliance avec l'Allemagne et l'Autriche: estimant que ce groupement leur était défavorablement disposé, ils conclurent le 18 août une convention militaire avec la France. Sachant que le tsar hésitait à ratifier cet accord, le comte Witte (futur président du Conseil des ministres) assura l'ambassadeur d'Italie à St. Pétersbourg, Maurizio Marchetti

¹ John Shelton Curtiss, *Russia's Crimean War*, Durham, Duke University Press, 1979, p. 432.

² Giuseppe Berti, *Russia e Stati italiani nel Risorgimento*. Torino, Einaudi, 1957, pp. 854-856; Franco Valsecchi, *L'unificazione italiana e la politica europea dalla guerra di Crimea alla guerra di Lombardia*, Milano, Istituto per gli studi di politica internazionale, 1939; O. Serova, *Gortchakov, Cavour et la réunification de l'Italie*, Moscou, s. éd., 1997 (en russe); Victor Lopatnikov, *Piédestal. Les temps et les services du chancelier Gortchakov*, Moscou, Molodaïa Gvardia, 2003, pp. 269-270 (en russe).

que «[...] nous n'avons pas et nous n'auront pas de traité d'alliance avec la France»³. Ce fut une déclaration erronée: dès le mois de décembre 1893, la Russie ratifia la convention avec la France.

Sur le plan économique, les deux pays développèrent leurs échanges commerciaux, la Russie devenant l'un des principaux fournisseurs de blé de l'Italie, ainsi que de bois, de cocons de vers à soie et de produits pétroliers.

Les événements de la Première Guerre mondiale

Étant donné l'opposition des intérêts entre l'Autriche et l'Italie, la Triple s'avéra politiquement fragile. Initialement, l'Italie déclara sa neutralité lors du déclenchement de la Première Guerre mondiale en 1914. Néanmoins, elle ne tarda pas à présenter à l'Autriche ses revendications territoriales, et devant le refus du gouvernement de Vienne, le 24 mai 1915 elle lui déclara la guerre. Le même jour, elle rompit ses relations diplomatiques avec l'Allemagne, en déférant jusqu'au 27 août 1916 de prendre les armes contre elle. Le 21 août, elle entra en guerre contre la Turquie, et le 7 octobre suivant contre la Bulgarie.

Cette situation compliqua considérablement l'attitude de la Russie. Le ministre des Affaires étrangères Sazonov relate dans ses mémoires qu'il n'appréciait guère les revendications territoriales italiennes dans l'Adriatique. S'il estimait légitimes les demandes italiennes de rectification de sa frontière septentrionale qui couvrirait sa sécurité vis-à-vis de l'Autriche et la protégerait contre les invasions à travers les passages alpins, il rejetait fermement les revendications de Rome au sujet de la grande partie de la côte dalmate et de ses îles. Sazonov insistait sur le fait que la Russie avait promis à son alliée la Serbie un statut territorial lui garantissant l'accès à la mer, et il s'efforçait de convaincre l'ambassadeur d'Italie que la sécurité de cette dernière était largement garantie par sa présence à Tarente, Ancône, Venise, Trieste et Pula. «Il n'était pas question – dit-il – que la Russie sacrifie les intérêts d'un peuple slave pour contenter les Italiens en raison de leur entrée en guerre aux côtés des Alliés». Il fallait, bien entendu, éviter à tout prix un conflit armé entre l'Italie et la Serbie⁴.

Lors de la guerre civile qui éclata en Russie à la suite de la chute du tsar Nicolas II, les Alliés – la France, l'Angleterre, les États-Unis et l'Italie –

³ Ministero degli Affari Esteri, *I documenti diplomatici italiani. Seconda serie 1870-1896, Volume XXV (15 maggio 1892 – 14 dicembre 1893)*, Roma, Istituto poligrafico e Zecca dello Stato, 1995, p. 355.

⁴ Sergeï Sazonov, *Mémoires*, Minsk, Harvest, 2002, p. 298 (en russe). Pour sa part, le directeur général du Ministère belge des Affaires étrangères, Alfred De Ridder, estimait que «[...] la Russie ne désirait pas l'entrée de Victor-Emmanuel dans son alliance. Elle craignait de voir se compliquer les relations des puissances de l'Entente. Puis, certaines ambitions territoriales de la Péninsule allaient à l'encontre de la politique balkanique des tsars. Si la France commençait par trouver les appétits romains un peu exagérés en ce qui concernait la côte au Sud-Est de l'Adriatique, à Pétrograd on ne jugeait pas les Italiens plus modérés pour la côte Nord-Ouest. Il fallut six semaines de négociations pour préciser dans ses détails la délimitation de la future frontière de l'Albanie et de la Dalmatie. Le Ministère des Affaires étrangères moscovite défendit avec intransigeance les intérêts des Slaves du Sud, exigeant un port pour la Serbie, combattant pied à pied le désir de l'Italie de s'annexer à la côte une large bande de territoire paraissant revenir de droit au roi Pierre. Dans les derniers jours antérieurs à la signature du traité, on consentit au Quirinal à faire des concessions à la Serbie et au Monténégro» (A. De Ridder, *La Belgique et la guerre, IV. Histoire diplomatique 1914-1918*, Bruxelles, Henri Bertels, 1928, p. 210).

adressèrent le 26 mai 1919 au commandant des forces blanches, l'amiral Koltchak, une note l'informant qu'ils étaient prêts à le reconnaître à la condition qu'il assumerait les méthodes démocratiques et accepterait l'indépendance de la Finlande et de la Pologne.

Les milieux d'affaires italiens cherchèrent à établir avec les autorités de Moscou des contacts et une coopération avant même que l'Urss ne soit reconnue diplomatiquement par le gouvernement de Rome, et Lénine s'exprima en faveur de cette coopération: comme l'Italie ne possédait pas de sources naturelles de combustibles, il autorisa l'octroi à ce pays de concessions dans les houillères de Tkvarchéli en Géorgie. Dans son télégramme qu'il envoya à Ordjonikidzé en 1921, Lénine souligna que ces concessions étaient «absolument indispensables», ajoutant que les Soviétiques pourraient également recourir à un troc de pétrole contre des marchandises, à une grande échelle⁵.

L'attitude de Mussolini vis-à-vis de l'Union soviétique

C'est en 1921 que fut fondé le parti communiste italien sous l'impulsion du théoricien marxiste Antonio Gramsci (1891-1937) et du futur dirigeant du parti Palmiro Togliatti (1893-1964). Les communistes italiens étaient convaincus que la Révolution d'Octobre en Russie, idéologiquement inspirée par Marx, Engels et Lénine, inaugura un tournant décisif dans l'évolution de l'humanité en brisant les structures politiques obsolètes ainsi que les inégalités humaines, source de déséquilibres inter-étatiques et d'inévitables conflits. Gramsci fut élu en 1922 à Moscou membre du Comité exécutif du Komintern; en 1924, il rentra en Italie, fut élu député et *leader* de la fraction communiste à la Chambre, et fonda l'organe du parti «L'Unità». Lorsque, en novembre 1926, le régime de Mussolini interdit le parti communiste, Togliatti se réfugia à Moscou, mais Gramsci resta en Italie, fut arrêté et condamné deux ans après à 28 ans de prison et décéda en 1937 en détention.

L'Italie sortit de la Première Guerre mondiale dans un climat de prostration. Les milieux politiques et les anciens combattants éprouvaient de l'indignation et de la colère devant les réticences des Alliés vis-à-vis des revendications italiennes. Le pays plongea dans un marasme économique et fut secoué par de violents troubles sociaux et vagues de grèves. La peur envahit les milieux industriels et les classes possédantes à la suite de la constitution en janvier 1921, au congrès de Livourne, du parti communiste qui sera soutenu par la Russie soviétique. On estima que l'arrivée au pouvoir de Mussolini en octobre 1922, soutenue par les industriels du Nord et bénéficiant d'un large appui des agriculteurs, s'expliquait par la peur du communisme, le fascisme apparaissant comme la seule force capable de s'opposer à l'extrême gauche. Winston Churchill écrira que Mussolini «[...] avait sauvé l'Italie du bolchevisme dans lequel elle aurait pu sombrer en 1919 [...]. Si son régime ne s'était pas établi, nous

⁵ Vladimir Lénine, *Oeuvres*, t. 45, Paris-Moscou, Éditions sociales -Éditions du progrès, 1977, p. 89.

aurions très bien pu avoir affaire à une Italie communiste qui eût apporté des périls et des malheurs d'un caractère différent, à la fois à son peuple et à l'Europe»⁶.

L'Italie fut un des premiers pays à reconnaître juridiquement les Soviets. Le 30 novembre 1923, Mussolini déclara à la Chambre des députés que «[...] le gouvernement fasciste ne voit aucun obstacle à reconnaître *de jure* la Russie soviétique. Il réclame seulement des avantages économiques». L'Italie avait besoin du blé russe, du pétrole, du charbon, du minerais de fer, du bois. Faisant fi des réserves de la diplomatie française, par un échange de notes des 7 et 13 février 1924, l'Italie a donc reconnu l'Urss *de jure*, et c'est également le 7 février 1924 que les deux pays conclurent un traité de commerce et de navigation, fondé sur le principe de la nation la plus favorisé. Ausitôt après, les organismes de commerce soviétiques ont établi des relations d'affaires très suivies avec Franco Marinotti, président de Snia Viscosa. À partir de 1930, l'Urss a conclu avec l'Italie une série d'accords de crédit, et le 2 septembre 1933 les deux gouvernements signaient à Rome le traité d'amitié, de non-agression et de neutralité⁷. Ceci étant, les échanges commerciaux entre les deux pays restèrent peu importants: ils ont certes connu en 1931 une avancée, en atteignant le niveau de 1913, sans plus, l'Italie passant de la dix-septième à la sixième place comme fournisseur de l'Urss. Les Italiens exportaient surtout les automobiles et les équipements industriels, mais leur balance commerciale était toujours négative⁸.

Le régime soviétique s'est abstenu de prendre une position officiellement contre la répression des communistes italiens entre 1926 et 1928. Néanmoins, lorsque le 16 septembre 1926 Mussolini signa un accord d'amitié avec le chef du gouvernement roumain, le maréchal Ion Antonescu, par lequel l'Italie reconnaissait formellement les droits de la Roumanie sur la Bessarabie, le gouvernement soviétique protesta.

Peu à peu, les relations entre les deux pays se sont tendues, surtout après la signature le 2 mai 1935 de l'accord franco-soviétique d'assistance mutuelle. En plus, les Italiens appréhendaient la pénétration de la Russie dans les Balkans qu'ils considéraient comme leur zone d'influence, et l'affaire éthiopienne n'a fait qu'accroître les incompatibilités italo-soviétiques. Le gouvernement de Moscou condamna l'agression italienne contre l'Éthiopie (3 octobre 1935), se prononça pour le respect inconditionnel des sanctions économiques votées par la Société des Nations (Sdn) à l'encontre de l'Italie, exprima ses vifs regrets pour l'inefficacité de cette action et réclama le renforcement de la Sdn. Dans son intervention du 1^{er} juillet 1936 à l'Assemblée plénière de la Sdn, Maxime Litvinov souligna que l'embargo sur les armes édicté par l'organisme de Genève n'était pas appliqué par 7 États membres, les mesures financières par 8 États, l'interdiction d'exporter en Italie par 10 États, et l'interdiction d'importer d'Italie

⁶ Winston Churchill, *La Deuxième Guerre mondiale*, Tome 9, Paris, Plon, 1965, p. 48.

⁷ Fernando Mezzetti, *Fascio e martello. Quando Stalin voleva allearsi col Duce*, Milano, Greco & Greco, 1997.

⁸ Alexandre Barmine, *Memoirs of a Soviet diplomat*, London, Lovat Dickson, 1938.

par 13 États membres. Intervenant le 28 novembre 1936 au Congrès extraordinaire des Soviets, il précisa que l'Urss n'appelait pourtant pas à la formation d'un bloc international de la lutte contre le fascisme qui nie la démocratie et la liberté:

«En tant qu'État, nous n'avons pas à nous occuper du régime intérieur fasciste de tel ou tel pays. Notre collaboration avec les autres pays, notre participation à la Sdn sont basés sur le principe de la coexistence pacifique de deux systèmes: le système socialiste et le système capitaliste; nous estimons que le régime fasciste rentre dans ce dernier. Mais le fascisme cesse maintenant d'être affaire intérieure des pays qui le professent. Il fut un temps où le père du fascisme, M. Mussolini, déclarait que celui-ci n'était pas un article d'exportation. Il faut rendre cette justice à M. Mussolini que, durant des années, il a été fidèle à cette déclaration, et que la lutte pour la propagation du fascisme, au-delà des frontières de l'Italie, n'était pas un élément de sa politique extérieure". Or, les choses viennent d'être changées, a-t-il déclaré: l'Italie vient d'intervenir militairement dans la guerre d'Espagne, aux côtés des Allemands, pour combattre les forces républicaines. "Nous avons affaire, affirma-t-il, à une tentative qui vise à implanter à l'extérieur et par la force, en Espagne, le régime fasciste"»⁹.

L'Italie ayant envoyé dans la Péninsule ibérique quelque 40 000 de ses soldats, l'Urss est donc intervenue à son tour aux côtés des républicains espagnols. Quelque 2 000 officiers soviétiques – conseillers militaires, aviateurs et tankistes – s'y initièrent aux modalités de la conduite d'une guerre civile et furent promus ultérieurement à de hautes responsabilités militaires en Urss¹⁰. C'est donc dans ce contexte international tendu que l'Italie se rapprocha de l'Allemagne, en adhérant le 6 novembre 1937 au pacte anti-Komintern, conclu le 25 novembre 1936 par Hitler avec le Japon.

L'ambassadeur d'Italie à Moscou Augusto Rosso, qui suivait très attentivement l'évolution de la politique soviétique, signala le 28 mars 1937 à Galeazzo Ciano que, «*Litvinov non ha rinunciato del tutto alla speranza di un miglioramento di rapporti con l'Italia*»¹¹, mais cela ne se fera pas. L'accord italo-soviétique du 20 novembre 1937 a prévu la fermeture du Consulat-général italien à Kiev, des Consulats à Léninegrad et à Tbilissi, ainsi que des vice-Consulats à Novorossisk et à Batum.

Lors du déclenchement de la crise polono-allemande au début de 1939, l'Italie déclara qu'elle n'était pas prête pour entrer en guerre aux côtés de l'Allemagne, et Mussolini suggéra que la Pologne fasse des concessions et accepte l'incorporation de Dantzig au III^e Reich¹². Ce n'est que le 25 août 1939

⁹ Maxime Litvinov, *L'Urss et la paix*, Paris, Bureau d'Éditions, 1939, p. 55 s..

¹⁰ Ce fut le cas de Nikolai Kouznetsov, promu ultérieurement amiral et commandant en chef des forces navales soviétiques, de Cyrille Meretskov, promu maréchal en 1944, de Rodion Malinovsky, nommé maréchal en 1944 et ministre de la Défense de l'Urss entre 1957-1967, de Nikolai Voronov nommé maréchal principal d'artillerie, d'Arsène Golovine nommé amiral, et de Pavel Batov devenu général d'armée au cours de la Seconde Guerre mondiale.

¹¹ Ministero degli Affari Esteri, *I documenti diplomatici italiani, Ottava serie: 1935-1939, Volume VI (1^o gennaio – 30 giugno 1937)*, Roma, Istituto poligrafico e Zecca dello Stato, 1997, p. 430.

¹² Pour ces antécédents, cf. Mario Toscano, *Le origini della seconda guerra mondiale viste da Roma*, dans «Rivista di Studi Politici Internazionali», octobre-décembre 1950, pp. 524-550.

que Hitler informa le *Duce* de la signature, deux jours avant, du pacte germano-soviétique de non-agression, et de sa décision d'engager la guerre contre la Pologne. Dans sa réponse du même jour, le dictateur italien assura que «[...] *per quanto riguarda l'accordo con Russia, io lo approvo completamente*»¹³. Quant à l'entrée en guerre de l'Italie, il réaffirma qu'elle n'y était pas prête et réclama la fourniture par l'Allemagne d'un grand nombre de produits stratégiques. Dans sa communication à Ciano, l'ambassadeur Augusto Rosso fit récit de la visite de von Ribbentrop à Moscou, en soulignant que les pourparlers se sont déroulés dans une «*atmosfera cordialissima*». Au moment du départ du ministre allemand, Rosso eut l'idée de féliciter le ministre-adjoint des Affaires étrangères, Vladimir Potemkine, pour la conclusion de l'accord avec l'Allemagne: «*Vice commissario ha risposto che ricambiava felicitazioni all'ambasciatore d'Italia, essendo persuaso che riavvicinamento con Berlino non mancherà facilitare ulteriore miglioramento delle già buone relazioni esistenti fra Urss e Italia*»¹⁴.

Le 31 août, Mussolini tenta une dernière initiative pour sauver la paix en proposant à la France et à la Grande-Bretagne de réunir le 5 septembre une conférence internationale, et le 2 septembre il en informa Hitler. Les Britanniques étaient d'accord, à la condition expresse que la *Wehrmacht* se retire de la Pologne, ce qui était irréalisable et tout à fait inacceptable pour le *Führer* allemand. Dans ces conditions, les gouvernements de Londres et de Paris ont déclaré le 3 septembre la guerre à l'Allemagne. Peu après, Mussolini commettra une fatale erreur politique en ouvrant le 10 juin 1940 les hostilités contre la France et la Grande-Bretagne.

Les relations soviéto-italiennes lors de la Seconde Guerre mondiale

Le 22 juin 1941, l'Allemagne attaqua l'Urss et le même jour Ciano notifia à l'ambassadeur Nicolas Goukine la déclaration de guerre¹⁵. Mussolini se montra très excité par la perspective de participation de l'Italie au conflit et, contre l'avis de certains de ses généraux, décida d'envoyer en Russie un corps expéditionnaire. Le 26 juin, le *Duce* passa en revue, à Vérone, la première division partant pour l'Urss; le général Italo Gariboldi commandera de mars à septembre 1942 les forces italiennes engagées contre la Russie. La VIII^e armée italienne – six divisions d'infanterie et une division de cavalerie – subit de lourdes pertes lors de la bataille de Stalingrad, fin 1942-début 1943, à la suite de l'écrasement par les Russes des forces hongroises, voisins des Italiens. Selon l'ambassadeur d'Italie à Berlin, Leonardo Simoni, Mussolini aurait conseillé à Hitler, le 16 décembre 1942, «[...] de conclure au plus tôt une paix séparée avec la Russie. On ne peut gagner une guerre "contre l'espace"»¹⁶, affirma le *Duce*.

Mussolini fut renversé le 24 juillet 1943, et le roi Victor-Emmanuel III chargea le maréchal Badoglio de constituer un nouveau gouvernement qui

¹³ Ministero degli Affari Esteri, *I documenti diplomatici italiani, Ottava serie: 1935-1939, Volume XIII (12 agosto - 3 settembre 1939)*, Roma, Istituto poligrafico e Zecca dello Stato, 1953, p. 164

¹⁴ *Idem*, p. 171-172.

¹⁵ Galeazzo Ciano, *Journal politique 1939-1943*, Vol. II, Neuchâtel, Editions de la Baconnière, 1946, p. 46.

¹⁶ Leonardo Simoni, *Berlin, ambassade d'Italie - 1939-1943*, Paris, Robert Laffont, 1947, p. 344.

engagea des pourparlers de cessation des hostilités avec les Alliés. Le 22 août, Staline remercia Churchill et Roosevelt d'avoir été informé de ces négociations, mais regretta que les informations qu'il avait reçu n'étaient pas complètes; il demanda la formation par les Trois grands d'une Commission militaro-politique qui examinerait les problèmes de l'Italie et d'autres pays qui vont se détacher de l'Allemagne. Le 24 août, il approuva les instructions données à Eisenhower pour accepter une capitulation inconditionnelle de l'Italie¹⁷: peu après, il prit acte des explications de Churchill¹⁸, et le 9 septembre il se félicita de la capitulation italienne obtenue par les Américains.

Le 3 septembre 1943 un armistice fut signé entre les gouvernements alliés et le gouvernement italien, sur la base de la capitulation sans conditions. Le 8 septembre, le maréchal Badoglio donna l'ordre de cesser tout acte d'hostilité. Le 13 octobre 1943, l'Italie déclara la guerre à l'Allemagne et mit sa flotte au service des Alliés, et le 14 juillet 1945 elle déclara la guerre au Japon. Les relations diplomatiques interrompues depuis le 22 juin 1941 entre l'Italie et l'Urss furent rétablies le 13 mars 1944. Le 7 août 1944, le président Ivanoe Bonomi assura Staline que la nouvelle Italie démocratique «[...] *parteciperà alla guerra contro i tedeschi in tutti i modi e con tutti i mezzi a sua disposizione*». Lors d'une rencontre début juillet 1945, entre le président du Conseil des ministres Ferruccio Parri et l'ambassadeur de l'Urss Mikhail Kostylev, ce dernier assura que lors de la prochaine conférence des Trois grands à Potsdam, le gouvernement soviétique soutiendrait inconditionnellement l'admission de l'Italie à l'Onu. L'ambassadeur souligna qu'en 1944 la Russie fut la première à reprendre les relations diplomatiques avec la démocratie italienne et ajouta que son pays était prêt à reprendre également les relations commerciales, en fournissant à l'Italie le charbon du bassin de Donetz. Le journal romain «Il Secolo» publia cette information le 13 juillet qui fut aussitôt communiquée au Département d'Etat par l'ambassadeur Us Alexander Kirk¹⁹.

Togliatti rentra en Italie au début de 1944, devint ministre dans les gouvernements de Badoglio, Bonomi, Parri et De Gasperi, fonda la revue hebdomadaire «Rinascita», organe politique et théorique du Pci, et publia en 1945 son livre *Politica comunista*. En mai 1947, il fut écarté du pouvoir. Cela n'a pas empêché que, dès la fin de la guerre, le parti communiste allait jouer un rôle important dans la vie politique italienne. Bénéficiant des succès électoraux, ses effectifs se sont considérablement accrus: 19% des suffrages en 1946, 31% en 1948, 23% en 1953.

À la première réunion plénière des Trois grands de la conférence de Potsdam, le 17 juillet 1945, Staline déclara que l'Urss demanderait des réparations non seulement de la part de l'Allemagne, mais également de l'Italie²⁰.

¹⁷ *Correspondance du président du Conseil des ministres de l'Urss avec les présidents des États-Unis et les premiers-ministres de la Grande-Bretagne*, Vol. II, Moscou, Ministère des Affaires étrangères, p. 85 s. (en russe).

¹⁸ *Idem*, Vol. I, p. 184 s..

¹⁹ *Foreign Relations of the United States. Diplomatic Papers. The Conference of Berlin 1945*, Vol. I, Washington, Us Government Printing Office, 1960, pp. 304-305.

²⁰ *Idem*, Vol 2, p. 55.

Initialement, les Russes ont exigé la remise de 33 navires italiens, et réclamèrent 300 millions de dollars d'indemnités, mais les Alliés occidentaux opposèrent leurs réserves. Dans ses trois entretiens que le ministre des Affaires étrangères De Gasperi avait avec Molotov, il demanda l'assouplissement de l'attitude soviétique. Aux termes du traité de paix de Paris (10 février 1947), l'Italie s'engagea de payer à l'Urss une indemnité de 100 millions de dollars pendant une période de sept ans à partir de l'entrée en vigueur du traité.

Le comte Sforza s'érigea avec force contre les affirmations des Soviétiques, selon lesquelles l'Urss fut la seule puissance alliée à proposer le retour à l'Italie de ses colonies:

«Il faut éliminer une fois pour toutes – écrivait-il – l'équivoque de la prétendue aide constante qui nous aurait été apportée par la Russie au sujet des colonies. La Russie, d'abord, demanda l'administration directe d'une colonie italienne – de préférence la Tripolitaine – puis elle s'orienta vers une forme d'administration à deux italo-soviétique pour la Tripolitaine et anglo-soviétique pour la Cyrénaïque. Lorsqu'elle se rendit compte qu'il lui était impossible d'atteindre ces objectifs, elle demanda que l'administration des ex-colonies lui soit confiée; toutefois, comme ces territoires étaient solidement occupés et gardés par d'autres, sa demande était théorique et inutile. Lorsqu'on passa de la théorie à la pratique, les choses changèrent. La Russie vota contre l'attribution de la Somalie à l'Italie, soutenant l'opportunité d'un mandat fiduciaire collectif parce que "l'Italie avait donné l'exemple de l'exploitation coloniale la plus cruelle qui ait jamais existé". Voilà les choses dans leur réalité».

Réunis à Potsdam, Roosevelt, Staline et Churchill aboutirent à un accord, publié le 2 août 1945, sur les dispositions relatives à la conclusion des traités de paix avec les pays vaincus et leur admission aux Nations unies. Les Trois grands ont inclus la préparation d'un traité de paix avec l'Italie:

«[...] en tête des tâches importantes que devra aborder le nouveau Conseil des ministres des Affaires étrangères. L'Italie fut la première puissance axiste à rompre avec l'Allemagne. Elle a contribué matériellement à la défaite allemande, et elle s'est jointe maintenant aux Alliés dans leur lutte contre le Japon. L'Italie est libérée du régime fasciste et enregistre des progrès importants vers le rétablissement d'un gouvernement d'institutions démocratiques. La conclusion d'un traité de paix avec un gouvernement démocratique italien permettra aux trois gouvernements d'appuyer la candidature de l'Italie à l'Organisation des Nations unies».

Cette adhésion à l'Onu aurait dû normalement avoir lieu en 1947, mais le gouvernement soviétique estima que l'adhésion de l'Italie au bloc atlantique créait «de sérieuses difficultés supplémentaires dans la solution de la question relative à l'admission de l'Italie à l'Onu». En commettant une violation du traité de paix, l'Urss demanda une admission simultanée d'autres pays qui étaient ses satellites, entre autres de la Mongolie, et opposa à cinq reprises son veto à l'admission italienne. Ce n'est que le 14 décembre 1955 que l'Italie fut admise à l'Organisation des Nations unies avec 15 autres États candidats.

Ayant occupé Trieste le 30 avril 1945, les forces de Tito proclamèrent son rattachement à la Yougoslavie et le gouvernement soviétique a soutenu «le bien

fondé» des réclamations yougoslaves. Au Conseil des ministres des Affaires étrangères du 4 mai 1946, Molotov soutint entièrement les revendications de Tito, y compris la cession de Trieste à la Yougoslavie, et devant la ferme résistance des États-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France, il proposa le 24 juin 1946 de transformer Trieste et la zone limitrophe en un État autonome, sous la souveraineté yougoslave. Le 14 septembre 1946, Molotov demanda que la ville de Trieste soit proclamée «territoire international neutre», placé sous la protection du Conseil de sécurité des Nations unies²¹.

Devant les très vives protestations italiennes, le traité de paix de Paris, signé le 10 février 1947 par vingt et un États, prévoyait la constitution d'un Territoire libre de Trieste, neutre et démilitarisé, sous la protection de l'Onu. Dans l'attente la région restait divisée en deux zones: une zone A (avec la ville de Trieste), sous occupation anglo-américaine, et une zone B (au sud de la ville), sous occupation yougoslave. Le ministre des Affaires étrangères De Gasperi a reconnu que «[...] cet expédient qu'on a appelé le Territoire libre eut le mérite de sauver Trieste». Le 20 mars 1948, les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France proposèrent que le Territoire libre soit ramené sous la souveraineté de l'Italie, mais l'Urss et la Yougoslavie s'y opposèrent fermement. La rupture de Tito avec Staline, en juin 1948, permit la reprise des pourparlers, les Yougoslaves se rapprochant désormais des puissances occidentales. Aux termes de l'accord du 5 octobre 1954, la zone A, avec Trieste, fut restituée à l'Italie, tandis que la zone B, légèrement augmentée, fut attribuée à la Yougoslavie. L'Italie s'engagea à maintenir à Trieste un port franc.

Les relations politiques de l'après-guerre. Problèmes de sécurité. Les communistes italiens approuvent la déstalinisation en Urss

La guerre froide Est-Ouest amena les dirigeants italiens à aligner leur politique extérieure, tout au moins dans les premières années de l'après-guerre, sur celle des États-Unis et à adhérer le 4 avril 1949 à l'Otan, assurant par là à l'Alliance atlantique le contrôle maritime et aérien de la Méditerranée. Les Russes ont protesté contre cette adhésion. Le gouvernement italien ayant proposé aux puissances de réviser certaines clauses du traité de paix avec l'Italie, la Grande-Bretagne, les États-Unis et la France y donnèrent une suite favorable, mais le 11 octobre 1951, le ministre des Affaires étrangères Andreï Vychinski s'opposa formellement à l'abrogation des clauses discriminatoires du traité de paix italien. Dans sa note du 25 janvier 1952, le gouvernement soviétique se déclara prêt à réviser le traité de paix «[...] dans le cas seulement où l'Italie sortira du bloc agressif nord-atlantique et n'admettra pas sur son territoire de bases militaires et de forces armées d'États étrangers».

Le 13 novembre 1954, le gouvernement soviétique proposa au gouvernement italien de participer à une conférence à Moscou qui discuterait de

²¹ Vjačeslav Michailovič Molotov, *Questions de politique étrangère*, Moscou, Ogiz, 1948, pp. 174-194 (en russe).

la création d'un système de défense en Europe, mais les autorités italiennes refusèrent. Le ministre des Affaires étrangères Gaetano Martino remit le 29 novembre à l'ambassadeur soviétique Alexandre Bogomolov une note expliquant que les conditions nécessaires n'étaient pas réunies pour la réussite de l'initiative soviétique. Celle-ci se proposait en fait à ajourner ou à empêcher la ratification des accords de Paris, qui constituaient la base nécessaire pour la solution du problème de la sécurité européenne:

«Dès la fin de la guerre – déclara la note italienne – le réarmement des pays du bloc soviétique, y compris celui de la zone soviétique en Allemagne, a été réalisé sous une impulsion unique, sous une forme massive et illimitée, de manière à contraindre les puissances occidentales à renforcer leur organisation défensive».

En revanche, les milieux gouvernementaux italiens se réjouirent en mai 1955 de l'acceptation par Moscou de participer à une conférence à quatre pour discuter notamment du désarmement et du problème allemand.

Le 28 avril 1955, le gouvernement soviétique adressait une note de protestation au gouvernement italien au sujet de l'accord conclu entre Rome et Washington sur l'installation de rampes de lancement de fusées sur le territoire italien. Le Palais Chigi répondit que cette implantation s'inscrivait dans un programme visant à renforcer la capacité défensive des forces armées italiennes et que son gouvernement ne pouvait accepter dans cette question aucune ingérence d'une puissance étrangère. Le gouvernement italien rapella que plusieurs autres pays, dont l'Union soviétique, venaient de se doter des moyens modernes de la défense.

En juin 1959, le ministre des Affaires étrangères Giuseppe Pella commenta devant la Chambre des députés la proposition soviétique de créer une zone désatomisée dans l'Adriatique et dans les Balkans, en soulignant que «d'éventuelles zones de ce type, si elles ne s'inscrivaient pas dans le cadre d'un accord général de limitation équilibrée et contrôlée des armements, seraient à l'avantage exclusif de l'Urss qui les propose et qui resterait en possession de tous les moyens les plus modernes de destruction, et au détriment exclusif de celui qui les accepterait».

La visite que le président Giovanni Gronchi effectua en Urss, en février 1960, s'avéra un demi-échec. Lors de la réception à l'Ambassade d'Italie, Khrouchtchev fit un discours ambigu et peu amical; il invita le chef de la diplomatie italienne Pella «à s'inscrire au parti communiste». Cette attitude de l'homme politique soviétique n'a pas été appréciée. Les deux parties ont néanmoins signé un accord culturel, qui fut rapidement ratifié par le Soviet suprême de l'Urss. En août 1961, c'est le président du Conseil Amintore Fanfani qui s'est rendu en visite à Moscou.

Si les autorités italiennes continuèrent à appuyer la détente entre l'Est et l'Ouest, l'ambassadeur à Bonn Pietro Quaroni, qui représentait précédemment l'Italie à Moscou et à Paris, se demandait quelles étaient les limites d'un accord

avec l'Union soviétique²². Après la Chambre des députés, le Sénat italien approuva à l'unanimité le traité de Moscou du 5 août 1963 interdisant les expériences nucléaires dans les airs, dans l'espace cosmique et dans les fonds marins.

À l'instar de Tito, Togliatti n'a pas condamné l'intervention des chars russes en Hongrie en 1956. En revanche, dans son fameux mémorandum publié à la suite du XX^e Congrès du parti communiste soviétique, il salua la destalinisation engagée par Nikita Khrouchtchev, tout en préconisant la recherche des «voies nationales vers le socialisme», sans une fidélité inconditionnelle au parti communiste soviétique²³. En juillet 1960, Togliatti, accompagné de Luigi Lotti, s'est rendu en visite à Moscou où ils approuvèrent la politique khrouchtchévienne de coexistence pacifique vis-à-vis du monde occidental. En juin 1963, Khrouchtchev reçut le vice-secrétaire général du Pci italien, Luigi Longo, venu en visite à Moscou. Les communistes italiens furent profondément ébranlés par la déposition de Khrouchtchev en octobre 1964: de nombreux dirigeants du parti, y compris le directeur de «L'Unità», Mario Alicata, manifestèrent leur désapprobation et réaffirmèrent leur fidélité à la politique de détente internationale.

Les échanges commerciaux italo-soviétiques

Dans les années de l'après-guerre, les Russes reprochèrent aux autorités italiennes d'avoir limité leur commerce extérieur avec l'Union soviétique par le renforcement du régime de contingentements et de licences et par la restriction de l'octroi des crédits aux firmes italiennes pour la conclusion de marchés avec les organisations soviétiques de commerce extérieur. Il est vrai que l'Italie adhéra au Comité de coordination Cocom, qui avait dressé la liste de marchandises «stratégiques» dont l'exportation était interdite vers l'Urss et ses pays satellites, et ces mesures allaient porter atteinte à plusieurs secteurs de l'économie soviétique. Régis par la convention sur le commerce et la navigation maritime de 1948 qui a prévu un programme de relations économiques pour trois ans, les échanges commerciaux italo-russes sont restés très réduits: les Italiens s'efforçaient d'exporter notamment des navires de 5 000 tonnes, des navires frigorifiques, des remorqueurs maritimes, des grues, des excavatrices, en contrepartie de quoi ils espéraient importer la fonte, l'acier, le cuivre, le nickel et le pétrole²⁴. Si, à partir de 1952, les produits semi-finis et les denrées alimentaires commencèrent à jouer un rôle de premier plan, les échanges sont restés faibles: les exportations de l'Italie vers l'Urss n'ont atteint en 1954 qu'un montant de 15 milliards 840 millions de liras, soit 1,55% du total de ses exportations, tandis que les importations en provenance de l'Urss ne représentaient au cours de cette

²² Pietro Quaroni, *Les limites d'un accord avec Moscou*, dans «Occident», janvier 1960, p. 18.

²³ Victor Zaslavsky, *Lo stalinismo e la sinistra italiana. Dal mito dell'Urss alla fine del comunismo, 1945-1991*, Milano, Mondadori, 2004.

²⁴ «Vneshniaïa Torgovla», 1960, n. 1 (en russe).

année que 14 milliards 814 millions, soit 0,99% du montant global des importations italiennes. On expliquait à Rome cette situation par l'exiguïté des contre-parties que les Soviétiques étaient en mesure d'offrir aux ventes italiennes: essentiellement le blé et le charbon.

Ce n'est qu'à partir de la seconde moitié des années 50 que les Italiens entreprirent la libéralisation de leurs échanges avec les pays de l'Est européen. Nommé après la guerre commissaire extraordinaire de l'Azienda generale italiana petroli et président en 1953 de l'Eni – Ente nazionale idrocarburi dont il suscita la création, l'industriel et homme d'affaires Enrico Mattei fut bien disposé envers l'Union soviétique avec laquelle il signa une série de contrats à long terme sur la livraison à l'Italie de plusieurs millions de tonnes de pétrole soviétique. On considéra à l'époque le contrat conclu avec l'Eni sur les livraisons du brut soviétique comme étant le marché du siècle; 60 % de ces livraisons furent payés par la fourniture à l'Urss de marchandises italiennes produites par les entreprises du consortium.

Dans son discours du 8 août 1953, le président du Conseil Georgui Malenkov fit une allusion à la possibilité d'accroître les échanges avec l'Italie, et le 15 mars 1955 l'ambassadeur d'Italie à Moscou, Mario Di Stefano, fut reçu par le successeur de Malenkov, le maréchal Nikolaï Boulganine: les deux hommes passèrent en revue, dans une ambiance très cordiale, les problèmes d'intérêt commun aux deux pays, notamment les problèmes économiques et culturels.

En décembre 1957, fut conclu avec l'Urss un premier accord à long terme, pour la période 1958-1961; il fut complété par un accord sur les paiements qui remplaça le système de *clearing* instauré en 1948. Dès 1958-1959, on nota une forte augmentation des échanges. Il faut dire que l'économie italienne se trouvait alors en pleine expansion: l'accroissement moyen de sa production industrielle dépassait 10% par an, le chiffre le plus élevé parmi les pays d'Europe occidentale; à la fin des années 50 l'Italie s'est acquittée de sa dette envers les États-Unis, en accumulant ses propres réserves d'or et de devises, lesquelles atteignirent au 31 août 1966 le chiffre record de 3 122,4 milliards de liras, soit environ 5 milliards de dollars. La période entre 1959 et 1963 fut qualifiée de «miracle économique italien», l'économie de la Péninsule atteignant alors le sixième rang parmi les pays à économie libre.

Pour arriver à ce résultat, les Italiens tramèrent fermement, en faisant fi de leurs préoccupations politiques. Khrouchtchev raconte que les Américains ayant instauré en 1961 un blocus économique de l'île et mis l'embargo sur le pétrole qu'ils fournissaient aux Cubains, ces derniers se sont tournés vers l'Union soviétique pour demander une aide:

«La vie sur l'île était menacée de paralysie, et il fallait de toute urgence organiser une livraison massive de pétrole. Mais c'était plus facile à dire qu'à faire. Comme nous n'avions pas assez de pétroliers capables de traverser l'Océan, nous dûmes en commander de nouveaux à l'Italie, malgré l'effort considérable fourni par notre propre flotte. Les Italiens, pour avoir accepté de nous vendre ces bâtiments, essayèrent la colère des Américains qui les accusaient d'avoir trahi la solidarité capitaliste. Mais toute cette

histoire montra qu'un pays capitaliste, chaque fois qu'il avait l'occasion de gagner quelques sous en commerçant avec un pays communiste, se moquait bien de la solidarité économique»²⁵.

C'est dans les années 60 qu'on assista au développement des relations économiques avec les pays occidentaux, les échanges entre les deux pays étant régis entre 1958 et 1969 par des accords d'une durée de quatre ans. En inaugurant, le 28 mai 1962, l'exposition industrielle italienne à Moscou, Nikita Khrouchtchev déclara que les autorités de Rome avaient exercé sur les industriels italiens des pressions «[...] pour que non seulement ils ne développent pas le commerce avec l'Union soviétique, mais encore pour qu'ils le complimentent». Il se félicita que les hommes d'affaires n'en firent rien, et lança un vigoureux plaidoyer en vue de l'accroissement des échanges avec le monde occidental²⁶.

En 1964, le président du Conseil des ministres Alexei Kossyguine se rendit en Italie pour inaugurer l'exposition industrielle et commerciale soviétique à Gênes. L'accord commercial soviéto-italien, signé le 19 juin 1964 pour une période de trois ans, a prévu l'achat annuel à l'Urss de 70 000 tonnes de fonte transformée. Ayant été nommé en décembre 1964 représentant commercial de l'Urss en Italie, Konstantin Bakhtov multiplia les contacts avec les dirigeants de l'industrie italiens pour les inciter à accroître leurs échanges avec les Soviétiques. Sous l'impulsion de Marinotti, Mattei, Valletta, Cefis, Girotti, Agnelli ou Pirelli, des entreprises comme Montecatini, Chatillon, Snia Viscosa, Pirelli, Fiat ou la Banca commerciale italiana s'engagèrent dans cette voie, et certaines d'entre elles ont ouvert une représentation à Moscou.

L'État soviétique est devenu un important fournisseur de matières premières à l'Italie. Quant aux produits élaborés, les Russes réussirent, par l'intermédiaire d'Albino Ferranti, président de la firme Famo, à vendre de grosses fraiseuses circulaires à un grand nombre d'entreprises mécaniques italiennes; Ferranti est devenu un important partenaire commercial des Soviétiques. Le président du Praesidium du Soviet suprême, Nikolai Podgorny, fut invité par les autorités italiennes à se rendre à Rome, le 24 janvier 1967, en visite officielle. Reçu par le président Saragat, il exprima sa satisfaction du ressort considérable des relations entre l'Italie et l'Urss.

Aux termes de l'accord conclu le 25 août 1966 entre le Ministère du Commerce extérieur de l'Urss et Fiat, cette dernière a accordé son concours à la

²⁵ Nikita Khrouchtchev, *Souvenirs*, Paris, Editions Robert Laffont, 1971, p. 465.

²⁶ «Certes, il faut considérer la situation avec réalisme et comprendre qu'il ne s'agit pas ici de la magnanimité des communistes ou des capitalistes, mais de commerce entre nos pays: c'est une opération mutuellement avantageuse. Si les hommes d'affaires italiens font du commerce avec nous, nous fournissons les machines de qualité dont nous avons besoin, ils n'agissent pas ainsi pour les beaux yeux des communistes, mais parce qu'ils en retirent un profit. Lorsque nous achetons des marchandises de bonne qualité, des machines de valeur fabriquées par les ouvriers italiens dans des entreprises appartenant aux capitalistes, ce n'est certes pas pour favoriser le capitalisme en Italie. De même, lorsque les capitalistes italiens nous vendent leurs machines, ce n'est pas dans l'intention de soutenir le mouvement communiste ni l'Union soviétique, qu'ils considèrent comme le chef du communisme international. [...] Il serait bon que ceux dont dépend la politique des puissances occidentales comprennent, à l'instar des industriels et des hommes d'affaires italiens, que si c'est avantageux, il faut vendre et acheter; que si cela ne l'est pas, il faut s'en abstenir. Cette règle, nous n'en sommes pas les inventeurs, elle est de notoriété publique» (*ibidem*).

construction à Togliatti d'une usine automobile Vaz, devant produire 660000 voitures par an. Fiat allait livrer des équipements à crédit pour cette usine sur la Volga, au même titre que les entreprises Innocenti et Pirelli. Le président de Fiat, Giovanni Agnelli, souligna que près de 800 techniciens hautement qualifiés de sa société prirent part aux travaux de ce chantier.

Un autre grand contrat avait trait à la vente à l'Italie, en vingt ans, de 100 milliards de mètres³ du gaz naturel soviétique. Initialement, l'Eni demanda de ne payer que 9 dollars le millier de mètres³ de gaz, mais le président du Conseil des ministres Alexeï Kossyguine refusa, et en fin de compte les deux parties se mirent d'accord sur 11 dollars. Signé le 10 décembre 1969 à Rome, ce contrat inaugura la première vente de gaz naturel soviétique à l'étranger.

En septembre 1968, l'Urss prit part, pour la première fois, à la *Fiera del Levante* de Bari, foire annuelle des pays du bassin méditerranéen.

L'Italie vue par Andreï Gromyko. Son appréciation des dirigeants italiens

Andreï Gromyko, qui fut ministre des Affaires étrangères de l'Urss entre 1957-1985, avant de terminer sa carrière comme chef de l'État soviétique se rendit à plusieurs reprises en Italie, pour la civilisation de laquelle il éprouvait une grande admiration. Reçu, lors de sa visite à Rome en 1966, par le premier ministre démocrate-chrétien Aldo Moro, il lui présenta son projet de convention de sécurité européenne, que l'homme politique italien finit par approuver, cette initiative débouchant ultérieurement, en 1975, sur l'adoption de l'acte final de la conférence d'Helsinki. Gromyko fut reconnaissant à Moro pour son attitude, vis-à-vis de l'Urss jugée positive, en tout cas impartiale. Il condamna l'assassinat tragique de Moro en 1978, en soulignant que ce dernier fut un homme politique d'envergure exceptionnelle. Il associa à ses éloges le ministre des Affaires étrangères Amintore Fanfani, lequel, tout en défendant la politique de l'Otan, a toujours su mener ses pourparlers avec l'Union soviétique avec une grande correction. Gromyko exprima également sa sincère estime au président du Conseil des ministres Giulio Andreotti qu'il avait rencontré à Moscou, à Rome, à Madrid et à Stockholm, ainsi qu'au ministre des Affaires étrangères Arnaldo Forlani, avec lequel il s'est entretenu à Moscou en 1977 et à Rome en 1979²⁷.

À l'occasion de ses visites en Italie, Gromyko fut reçu par les présidents de la République Giuseppe Saragat, Giovanni Leone et Alessandro Pertini; ce dernier, rapporta-t-il, fut un partisan convaincu de l'opportunité de l'amélioration des relations entre les puissances pratiquant différents systèmes politiques.

C'est à l'occasion de la visite en Urss de Giulio Andreotti, en octobre 1972, que les entretiens italo-soviétiques débouchèrent sur l'adoption du Protocole soviéto-italien sur les consultations visant à contribuer au raffermissement de la paix, du désarmement et de la détente ainsi qu'à la consolidation de la sécurité en Europe. Les deux parties exprimèrent le souhait que la future conférence européenne sur la sécurité et la coopération d'Helsinki joue un rôle notable dans

²⁷ Andreï Gromyko, *Mémoires*. Moscou, Politizdat, 1988, p. 12 s. (en russe).

le respect des principes de l'inviolabilité des frontières et dans la non-intervention dans les affaires intérieures des États. Elles ont souligné que l'admission simultanée des deux Allemagne aux Nations unies contribuerait à assainir la situation politique en Europe. Il fut convenu que les ministres des Affaires étrangères des deux pays se rencontreraient désormais, en principe, deux fois par an pour apprécier la situation internationale. À l'occasion de cette visite, un accord intervint en ce qui concerne l'ouverture d'un consulat général de l'Urss à Milan, et d'un consulat général d'Italie à Leningrad. Lors de la visite de Gromyko en Italie, en juin 1975, il fut décidé d'accroître la coopération économique bilatérale, et un accord fut conclu sur l'environnement international. Les deux parties ont affirmé qu'une paix au Moyen-Orient n'est possible qu'à la condition qu'Israël libère au préalable les territoires arabes occupés. À l'occasion de la visite de Gromyko en Italie en janvier 1979 un protocole d'accord fut conclu concernant la coopération entre l'Ermitage de Leningrad et la Galerie des Offices de Florence.

Mort de Togliatti. Enrico Berlinguer et l'eurocommunisme italien

Togliatti qui jouissait d'un grand prestige auprès des Soviétiques, et qui rencontra à deux reprises le ministre des Affaires étrangères Andreï Gromyko lequel connaissait son ouvrage *La via italiana al socialismo*, est mort en 1964. Leonid Brejnev vint à Rome pour les obsèques du leader du parti communiste; il s'adressa à la foule à la Place San Giovanni. L'année suivante fut publié son livre posthume sur les relations entre les catholiques et les communistes. Togliatti eut pour successeur Luigi Longo, qui militait au parti depuis les années 20, et qui joua un rôle considérable dans la résistance italienne au cours de la Seconde Guerre mondiale. Tout en réaffirmant son amitié avec l'Union soviétique, le parti communiste italien critiqua plusieurs aspects de la politique de puissance de l'Urss, notamment l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie en 1968 visant à étouffer le «Printemps de Prague».

Élu secrétaire général du Pci en mars 1972, Enrico Berlinguer, réaffirma son adhésion à l'eurocommunisme et à une autonomie décisionnelle du Pci par rapport au parti communiste de l'Urss. Il se déclara ouvert au dialogue et se prononça pour la prise du pouvoir pacifiquement, par la voie démocratique légale, en participant au fonctionnement du régime pour réaliser la transformation progressive de la société. Le Pci opta pour une politique de détente en Europe et pour l'application intégrale de l'Acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (1975). La politique étrangère de l'Italie devrait avoir pour fondement la défense de l'autonomie décisionnelle, ainsi que la volonté de dépasser les blocs. Il s'est dit convaincu que «[...] rien ne peut substituer le rôle des Usa et de l'Urss dans le maintien de la paix mondiale, pour la résolution pacifique de beaucoup de conflits locaux, et leur collaboration pour le développement des pays sous-développés»²⁸. Réservé à l'égard des

²⁸ Enrico Berlinguer, *L'engagement des communistes dans la lutte pour la paix*, dans «Les communistes italiens. Bulletin du Pci», octobre-décembre 1983, p. 61.

agissements des communistes russes, le Parti communiste italien a plus d'une fois affirmé que l'«Italie doit rester dans l'Otan» en soulignant que sa sortie de l'Organisation atlantique altérerait l'équilibre des forces internationales. Cette adhésion implique certes pour l'Italie d'être une alliée des États-Unis, lesquels assurent la sécurité des États-membres de l'Alliance. Néanmoins, si les Américains voulaient entraîner les Italiens dans leurs combines politico-militaires dans le Golfe Persique ou au Moyen-Orient, le Pci refuserait. Les communistes italiens condamnèrent la politique des États-Unis vis-à-vis du Vietnam, de Cuba et du Nicaragua, ainsi qu'à l'encontre d'Israël: ils réclamèrent la constitution d'un État palestinien, mais aussi des garanties de sécurité pour l'État hébreu. Ils ont demandé la reprise de l'intégrité et de la souveraineté du Liban, se prononcèrent contre le boycott des Jeux olympiques à Moscou et dénoncèrent la politique iranienne du président Carter.

Le parti communiste italien dénonça la pression exercée par les Soviétiques contre le processus de renouvellement démocratique en Pologne ou le déploiement disproportionné de SS-20. En 1980, il refusa de prendre part à la conférence des partis communistes à Paris. Il se prononça contre l'installation en Europe de tout missile, soit à l'Est soit à l'Ouest, et dénonça la mise en place à Comiso des missiles de croisière qui feraient de l'Italie et de la Sicile la cible d'une éventuelle représaille atomique. Le Pci condamna fermement l'intervention militaire de l'Urss en Afghanistan, laquelle constituait, selon lui, une violation inadmissible de l'indépendance et de l'autodétermination du peuple afghan, et qui eut des conséquences très lourdes sur les rapports internationaux. Il se prononça pour le retrait total et inconditionnel des forces soviétiques de ce pays. À plus d'une reprise, Berlinguer affirma «[...] qu'en cas d'agression militaire de la part de l'Urss, les communistes italiens seraient les premiers en rang pour défendre l'indépendance italienne»²⁹.

Les entretiens à Rome, les 22-26 octobre 1982, entre le représentant du parti communiste soviétique Vadim Zagladine et les délégués du Pci se déroulèrent dans un climat franc, mais ont révélé les différences de points de vue sur certains points importants. Il fut convenu de poursuivre ces discussions: selon «L'Unità», seule la franchise pouvait aider la recherche de points d'accord dans le respect de l'autonomie et des positions politiques de chaque côté.

Enrico Berlinguer est décédé le 11 juin 1984, au moment où les relations entre le parti communiste soviétique et le Pci restaient fort tendues. Les Russes, qui auraient normalement dû envoyer aux obsèques du *leader* italien Boris Ponomarev, qui dirigeait le département international du parti, y renoncèrent et désignèrent Mikhaïl Gorbatchev pour le remplacer, ce dernier n'étant guère impliqué dans les affaires italiennes. Parti à Rome, l'envoyé soviétique constata que des centaines de milliers de personnes – l'Italie entière et pas seulement les communistes – venaient de rendre un dernier hommage au disparu. Gorbatchev rencontra à cette occasion les dirigeants du parti italien, mais ce fut sans

²⁹ Enrico Berlinguer. *Interview d'Oriana Fallaci au secrétaire du Pci*, dans «Les communistes italiens. Bulletin du Pci», juillet-septembre 1980, pp. 82-83.

beaucoup de succès. Le 14 juin, il fut reçu par le président Pertini qui l'impressionna fortement par sa bienveillance envers le peuple russe et par sa liberté de ton. Ce dernier, dit-il, préconisait un rapprochement entre socialistes et communistes, et en fin de compte, les deux interlocuteurs décidèrent de nouer «des relations de camaraderie» entre les deux partis³⁰.

L'expansion des relations économiques et commerciales³¹

Lors des pourparlers soviéto-italiens à Moscou en octobre 1972 le président du Conseil Andreotti et Kossyguine se prononcèrent pour l'intensification de la coopération économique entre les deux pays, et c'est d'ailleurs à cette date (le 26 octobre) que fut signé le traité sur la navigation maritime commerciale. Le secrétaire général du CC du parti communiste soviétique Leonid Brejnev réitéra le 14 juin 1974 les vœux d'Alexei Kossyguine. C'est au cours de cette année que fut créée la Chambre de commerce italo-soviétique; quant à l'accord de coopération économique, industrielle et technique, conclu pour dix ans le 25 juillet 1974, il donna une impulsion nouvelle au développement des relations économiques entre les deux pays³².

Dans ce contexte, les Soviétiques se sont engagés à acheter en Italie des équipements pour leur industrie de gaz. La société Finsider, appartenant au groupe étatique Iri, a signé un contrat portant sur la livraison d'un million de tonnes de tuyaux de gros diamètre qui fut complété le 26 septembre 1974 par un accord confirmant les exportations italiennes, mais prévoyant en outre l'achat par la partie italienne de certaines matières premières pour son industrie métallurgique. En effet, les hommes d'affaires italiens ont très bien compris que leurs échanges avec l'Urss ne pourraient se développer normalement qu'à la condition que l'Italie achète à son tour des équipements et des machines soviétiques. L'Italie a donc fait l'acquisition d'avions de ligne Yak-40, ainsi que des bateaux, et les deux pays fondèrent une société mixte Stanitaliana devant faciliter l'exportation de machines-outils soviétiques.

Les travaux de construction du gazoduc Urss-Italie, devant s'étendre sur des milliers de kilomètres, furent inaugurés le 8 juin 1974 dans la banlieue de Milan par le président du Conseil des ministres Mariano Rumor. Cette construction donna lieu à pas mal de difficultés, surtout en Italie où il fallait acheter des terrains situés là où passerait le gazoduc. La conclusion d'un accord de crédit lié à cette construction a traîné et ne fut résolue qu'après le départ du ministre du Commerce extérieur Giusto Tolloy, membre de la direction du parti socialiste italien, et son remplacement par Riccardo Misasi, député du parti démocrate-chrétien. Ce dernier se montra très favorable au développement des échanges commerciaux avec l'Urss.

³⁰ Mikhaïl Gorbatchev, *Mémoires*, Paris, Éditions du Rocher, 1995, p. 212.

³¹ Bruna Bagnato (a cura di), *I diari di Luca Pietromarchi, ambasciatore italiano a Mosca (1958-1961)*, Firenze, Olschki, 2002.

³² V. Pavlovski, *Les liens d'affaires Urss-Italie*, dans «La Vie internationale», janvier 1975, pp. 110-116.

L'accord sur la base des compensations, conclu en septembre 1973 par les organisations soviétiques avec Montecatini-Edison, a prévu la construction en Urss, au cours des douze prochaines années, de sept usines produisant de l'ammoniac, du carbamide, du nitrite, de l'acide acrylique, de l'anhydrite titanique et du bioxyde de fréon. Le volume global des livraisons italiennes atteignait environ 500 millions de roubles. En mai 1974, les Soviétiques conclurent un autre accord fondé sur des compensations avec l'Eni, laquelle s'engagea à construire en Urss, en une dizaine d'années, six entreprises chimiques, le prix des équipements étant remboursé par des produits chimiques fabriqués par ces usines. Un contrat à long terme avec l'Eni prévoyait l'enrichissement en Urss de minerais d'uranium destiné aux centrales atomiques italiennes. L'Urss a passé une commande à l'entreprise Sant'Andrea Novara pour la livraison de plusieurs filatures de laine et de fils synthétiques.

Le 23 avril 1984, Giulio Andreotti et Andreï Gromyko signèrent un accord sur la coopération économique italo-soviétique valable jusqu'en 1990. En septembre 1985, l'entreprise Italmimpianti signa un contrat pour une somme de 2 000 milliards de lires pour la construction à Voljsk d'une usine de tubes sans soudure. La firme nord-italienne Cogolo a conclu des contrats pour la construction en 1985-1987 de trois fabriques de chaussures à Moscou, à Kalouga et à Togliatti. Parmi d'autres entreprises italiennes qui allaient accroître leurs activités en Union soviétique, mentionnons Fata (technologies de production), Fiat et Borgo Nova (industrie automobile), Ferruzzi (agriculture), Pirelli (pneus), Ansaldo et Fata (centrales électriques), Selenia (transport maritime, et transport aérien), Snia-Bpd (produits du caprolactame), Stet (les communications téléphoniques), Impresit (hôtellerie), Italstat (construction de stations-service et de centres commerciaux), Snamprogetti (catalyseurs pour automobiles), Marelli (appareils utilisant la réaction sensorielle), Nuovo Pignone (construction de gazoducs), Samim (métaux non-ferreux), Enel (énergie électrique), Snam (extraction de gaz). Présidée par Antonio Zurzolo, la Banca di Roma a octroyé, en février 1989, le crédit en eurolires, destiné à soutenir la Vnesheconombank de Moscou³³.

La *Perestroïka* de Gorbatchev

En mars 1985, Gorbatchev accédait au pouvoir et lançait son audacieux programme de *Perestroïka* et de *Glasnost*. Les Italiens ont salué ces initiatives: tout le monde souhaitait le succès des réformes et espérait que les Russes se tourneront définitivement vers une démocratie respectueuse des libertés et des droits de l'homme. Dès le mois de mai 1985, Gorbatchev eut des entretiens avec le président socialiste du Conseil Bettino Craxi, venu à Moscou sur l'invitation du gouvernement soviétique. Les deux interlocuteurs se prononcèrent pour la poursuite du processus de détente dans les relations internationales et pour l'accroissement de la coopération italo-soviétique. Les négociations de Genève,

³³ Antonio Zurzolo, *Le développement et la coopération à l'italienne*, dans «La Vie internationale», avril 1990, pp. 78-84.

engagées en automne 1985 entre Gorbatchev et le président Reagan en vue d'atténuer la course épuisante aux armements et de provoquer un dégel des rapports soviéto-américains, ont suscité une très nette approbation des milieux politiques de la Péninsule.

Initialement, le parti communiste italien ne s'est pas prononcé pour un désarmement unilatéral et le retrait des 79 chasseurs-bombardiers F-16 américains stationnés en Italie. Or, lorsque Gorbatchev se déclara prêt à examiner le retrait de forces aériennes soviétiques équivalentes en échange du non-déploiement des avions américains en Italie, le secrétaire général du Pci Achille Occhetto déclara le 19 juillet 1988 «[...] qu'il est plus que jamais nécessaire d'avancer dans cette direction», et demanda au gouvernement qu'il rediscute la question des F-16 au Parlement et au sein de l'Alliance atlantique.

Lorsque, en décembre 1988, un violent séisme frappa l'Arménie en y causant des dizaines de milliers de victimes, le président Cossiga et le premier ministre Andreotti se rendirent à l'ambassade soviétique à Rome où ils signèrent le livre de condoléances; «Les Italiens ont perçu la tragédie arménienne comme la leur», ont-ils déclaré. Le gouvernement organisa aussitôt l'envoi de secours, notamment du matériel médical, et décida de construire à Spitak un «village italien» comptant 204 maisons, ainsi qu'un hôpital et une école.

Pour sa part, Gorbatchev multiplia ses contacts avec les dirigeants italiens: en octobre 1988, il rencontrait le premier ministre Ciriaco De Mita, avec lequel il eut un entretien sur l'intégration européenne, et en novembre-décembre 1989 il se rendit en Italie en visite officielle. Le *leader* soviétique fut accueilli cordialement par de grandes foules; Gorbatchev rapporte que sa rencontre avec les Milanais fut l'un des instants les plus émouvants de tous ses voyages à l'étranger. Pendant les trois jours que dura sa visite, l'homme d'État soviétique rencontra le président Francesco Cossiga, le chef du gouvernement Giulio Andreotti, le président du Sénat Giovanni Spadolini, les dirigeants des cinq partis de la coalition gouvernementale, ainsi que le secrétaire général du parti communiste italien, Achille Occhetto. Il fut reçu cordialement au Vatican par le pape Jean-Paul II.

Lors de la seconde visite de Gorbatchev en Italie, en novembre 1990, les deux pays ont signé un traité d'amitié et de coopération lequel réaffirma la portée exceptionnelle des relations italo-soviétiques. L'Italie accorda à cette occasion à l'Urss d'importants crédits, lesquels ont aidé les Russes à accroître leurs échanges commerciaux et à poursuivre leur politique de réformes politiques.

Elt sine au pouvoir. La Russie succède à l'Urss³⁴

Le 25 décembre 1991, Gorbatchev présenta sa démission de président de l'Urss, à laquelle venait de se substituer la Fédération de Russie présidée par Boris Eltsine. Il incombait à ce dernier la difficile tâche de la démocratisation de la société russe et de la libération de son économie: il n'y réussira que

³⁴ Antonio Rubbi, *La Russia di Eltsin*, Roma, Editori Riuniti, 2002.

partiellement. Initialement, la politique étrangère de Eltsine eut essentiellement pour objet les rapports avec les États-Unis et les républiques ex-soviétiques qui formaient désormais une Communauté des États indépendants, tandis que les relations avec d'autres pays de la planète, y compris avec les États de l'Europe occidentale, passaient nettement au second plan. Quant à Gorbatchev, il accepta de commenter l'actualité internationale dans les colonnes du journal italien «La Stampa»; il y écrivit surtout des articles sur les relations entre la Russie et l'Occident.

Les autorités russes suivirent avec intérêt la victoire de la Gauche italienne aux élections de 1996 (49,8%) et la formation par Romano Prodi d'un gouvernement comprenant plusieurs ex-communistes, parmi lesquels Walter Veltroni, ancien rédacteur en chef de «L'Unità». Eltsine effectua en février 1998 sa visite officielle en Italie, ainsi qu'au Vatican, au cours de laquelle il fut reçu par Jean-Paul II qui l'a fortement impressionné³⁵. Épaulé par son ministre des Affaires étrangères Primakov, il signa un communiqué commun avec le premier ministre Romano Prodi au sujet de la mission du secrétaire général de l'Onu Kofi Annan en Irak pour sauvegarder la paix³⁶, démarche qui sera critiquée par l'ancien chef de la diplomatie italienne Susanna Agnelli. Quant à Primakov, il noua des relations amicales avec son homologue Lamberto Dini, auquel il rendit une visite dans sa demeure de Florence, avant de le recevoir en Russie.

En avril-mai 1999, Boris Eltsine appuya fermement Milosevitch dans l'affaire du Kosovo et protesta contre les bombardements de l'Otan de l'ancienne Yougoslavie pour la contraindre de retirer ses troupes de cette province. Le ministre des Affaires étrangères Igor Ivanov chercha alors l'appui de son collègue italien Lamberto Dini, tandis que le représentant spécial du président, Viktor Tchernomyrdine, se rendit à Rome pour plaider cette question auprès du premier ministre Massimo D'Alema et son ministre des Affaires étrangères Dini. Comme ils avaient déjà dû aborder le difficile problème de l'Albanie, les Italiens suivaient attentivement les affaires des Balkans, et bien que membres de l'Alliance atlantique et du Groupe des 8, ils adoptèrent une attitude modérée dans l'affaire du Kosovo; selon Tchernomyrdine, le gouvernement italien manifesta sa compréhension à l'encontre de l'attitude adoptée par la Russie. Reçu par le président de la Commission européenne Romano Prodi, l'envoyé de Boris Eltsine s'est dit réconforté par son accueil, sans cacher pourtant que le gouvernement russe se trouvait dans une situation peu confortable³⁷. En fin de compte, les Serbes ont retiré leurs troupes du Kosovo.

Le 31 décembre 1999, Eltsine démissionna de la présidence de la Fédération de Russie et désigna Vladimir Poutine comme son successeur. Il lui laissa l'économie russe en croissance. Les Russes ont remboursé anticipativement leurs dettes gouvernementales, leur banque nationale détenait désormais

³⁵ Boris Eltsine, *Mémoires*, Paris, Flammarion, 2000, pp. 242-243.

³⁶ Evguéni Primakov, *Les années d'une grande politique*, Moscou, Sovershenno secretno, 1999, p. 324 (en russe).

³⁷ Viktor Tchernomyrdine, *Le défi*, Moscou, Moskovskiy Pisatel, 2003, p. 106 (en russe).

d'importantes réserves d'or et de devises, et le rouble devenait une monnaie convertible. La Russie est redevenue exportatrice de blé.

La coopération russo-italienne sous les présidences de Poutine et de Medvedev

Vladimir Poutine ne tarda pas à entrer en coopération avec son ami Silvio Berlusconi qui redevenait le 11 juin 2001, pour la seconde fois, président du Conseil des ministres italien et le restera jusqu'en mai 2006. À plus d'une reprise, *il Cavaliere* s'est montré très amical à l'égard de la Russie. Il émit l'idée de l'opportunité d'ouvrir l'Union européenne aux pays de l'Est et de la Méditerranée, plus spécialement à la Russie et à Israël, sans quoi, affirmait-il, l'Union ne saurait pas exercer un rôle de quelque importance dans la communauté mondiale. Cette prise de position n'a guère été appréciée par Romano Prodi, qui l'a fermement combattue lorsqu'il devint président de la Commission européenne (de septembre 1999 au 22 novembre 2004)³⁸.

Lors du 5^e sommet Ue/Russie tenu à Moscou le 29 mai 2000, auquel participèrent le président de la Commission Romano Prodi et le président de la Fédération de Russie Vladimir Poutine, Prodi exprima la préoccupation que lui inspirait la situation en Tchétchénie, tout en se félicitant «de l'intention manifestée par les autorités russes de parvenir à une solution politique».

Pour sa part, le président du Conseil italien, Silvio Berlusconi, approuva la répression des revendications indépendantistes tchétchènes par les autorités russes. Lors du sommet Ue/Russie du 6 novembre 2003, Berlusconi en sa qualité de président en exercice du Conseil se déclara être «un vrai ami de la Fédération de Russie», réitéra son estime pour son ami le président Poutine et s'insurgea contre les «légendes colportées par la presse occidentale» à l'encontre des agissements de la Russie en Tchétchénie. «Il faut regarder la réalité en face – a-t-il déclaré – il y eu un référendum au cours duquel 80% des votants ont décidé démocratiquement d'appartenir à la Fédération russe». La Commission, qui avait dénoncé au mois d'octobre l'absence de liberté et le manque de pluralisme des candidatures lors de ces élections en Tchétchenie, a qualifié les propos de l'homme d'État italien de «remarques personnelles».

Le président de la Fédération russe et le président du Conseil des ministres de la République italienne annoncèrent qu'ils organiseront en 2004-2005 à Rome et à Moscou une exposition consacrée à la coopération culturelle multiséculaire entre la Russie et l'Italie. Le 17 mai 2006, Berlusconi a quitté ses fonctions, pour ne redevenir le président du Conseil que le 8 mai 2008.

Élu le 8 mars 2008 président de la Fédération de Russie, Dmitri Medvedev poursuivit la coopération italo-russe de son prédécesseur Vladimir Poutine (lequel est devenu son premier ministre) dans le domaine énergétique et dans la construction du gazoduc South Stream³⁹. Dès à présent, la Slovénie donna son

³⁸ Cfr. l'interview de Prodi à «Oggi», 6 août 2003.

³⁹ Cfr. pour les rétroactes: Romain Yakemtchouk, *Les objectifs de la politique étrangère dans l'expansionnisme économique de la Russie*, Paris, L'Harmattan, 2008.

accord au passage sur son territoire de 10 milliards de m³ de gaz de South Stream par an, alors qu'en décembre 2008, les présidents serbe et russe Boris Tadic et Dmitri Medvedev signèrent un accord pour la construction d'un tronçon de 450 km du South Stream à travers la Serbie. En novembre 2009, Electricité de France engagea les négociations pour obtenir une participation de 10% dans ce projet, du côté de l'italien Eni. Le ministre italien des Affaires étrangères Franco Frattini déclara le 19 août 2009 que l'Italie soutient certes South Stream, mais ne s'oppose pas au projet concurrentiel Nabucco soutenu par l'Union européenne et par les États-Unis.

Silvio Berlusconi s'est rendu en octobre 2009 à St. Pétersbourg où il eut des entretiens avec le premier ministre Poutine ainsi qu'avec des hommes d'affaires russes ayant des projets communs avec les Italiens: le directeur général de la société Sukhoi Mikhaïl Pogossian, le directeur de l'usine automobile Kamaz Sergueï Kogoguine, le directeur de la compagnie Sollers Vadim Chevtsov. Sur l'invitation de Silvio Berlusconi, le président Dmitri Medvedev se rendit le 3 décembre 2009 en Italie pour y participer à la sixième session des consultations interétatiques élargies russo-italiennes.

Fiat, qui est déjà implanté en Russie par ses accords avec Several Auto du 3 janvier 2006 et du 11 septembre 2007, a conclu en février 2010, sous l'égide du premier ministre Poutine, un accord avec le constructeur russe Sollers (ex-Several Auto) sur la création d'une co-entreprise qui produirait sur le site de Naberejnye Tchelny, au Tatarstan, jusqu'à 500 000 véhicules par an, essentiellement des Albea et Doblò. L'Urss pourrait accorder à cette co-entreprise un crédit sur 15 ans de 2 milliards d'euros.

L'homme d'État italien et Vladimir Poutine conclurent, le 26 avril 2010, d'importants accords relatifs à la coopération italo-russe dans le domaine nucléaire. La société Enel – Ente nazionale per l'energia elettrica – principal producteur d'électricité en Italie qui exploite une centrale de 900 Mw à St. Pétersbourg – se déclara disposée à participer à la construction d'une centrale nucléaire à Kaliningrad, et les Russes proposèrent une contrepartie. Bien que les Italiens rejetèrent par référendum de 1987 l'énergie nucléaire civile, Berlusconi a suggéré de construire des centrales nucléaires civiles devant assurer au pays 25% de son électricité vers 2020, et les Russes se déclarèrent désireux de participer à un tel programme.

Ajoutons qu'ayant racheté en 2007, en association avec Eni, des actifs de la société gazière Yukos, et détenant 55,86% du capital de sa filiale russe Otk-5, Enel conçut de grands projets d'expansion de ses activités en Russie et a prédit un quintuplement de ses bénéfices en Russie d'ici 2014. Ceci étant, on notera qu'en avril 2009, le président de Gazprom Alexey Miller et le directeur général de Eni Paolo Scaroni, ont signé un accord de cession par cette dernière de 20% du capital de la société Gazprom-neft (ex-Sibirneft) au prix de 4,2 milliards de dollars, Gazprom détenant désormais plus de 95% d'actions de cette importante entreprise pétrolière.

À plus d'une reprise, Dmitri Medvedev déclara que, pour intensifier la coopération entre la Russie et l'Union européenne, il faudrait offrir aux ressortissants russes la possibilité d'effectuer de brefs séjours en Europe sans visa. Dans une conférence de presse commune avec Dmitri Medvedev tenue à Milan le 23 juillet 2010, le président du Conseil Silvio Berlusconi déclara qu'en dépit de l'opposition d'une série d'États européens l'abolition du régime des visas entre la Russie et l'Union européenne est possible. Il précisa toutefois que cette décision doit être unanime. En fait, cette proposition se heurta aux nettes réserves de certains États-membres de l'Ue.

Comment conclure? Quelles sont les perspectives de la coopération russo-italienne à long terme? Sera-t-elle favorable pour les deux pays? La réponse est incontestablement oui. Les deux États, qui totalisent ensemble plus de 200 millions d'habitants, représentent une puissance économique avec laquelle les pays membres de la communauté internationale devront compter. On notera que la coopération italo-russe fut préconisée tant par la démocratie chrétienne italienne que par les composantes de gauche du monde politique italien, y compris par les communistes, tandis qu'en Russie elle fut saluée aussi bien par les dirigeants de l'ancien régime soviétique que par les présidents de la Fédération de Russie qui leur succédèrent. D'ores et déjà, les échanges commerciaux des deux puissances se situent parmi les dix plus importants pays du monde. Leur coopération énergétique est exemplaire et promet de grands résultats, et l'on ne peut que se féliciter du fait que les deux pays souhaitent également accroître leurs convergences culturelles.

All'Estero la Rivista di Studi Politici Internazionali si trova o ha lettori a:

Aalsmeer	Heidelberg	Oxford
Algeri	Helsinki	Palaiseau
Al Kuwait	Hyogo-ken	Pamplona
Amburgo	Il Cairo	Parigi
Amman	Khania	Pechino
Antibes	Kinshasa	Philadelphia
Atene	Kobe	Pittsburgh
Banholt	Köln	Prešov
Belgrado	Kuala Lumpur	Rabat
Berlino	L'Aja	Rio de Janeiro
Berna	La Plata	Rosario
Bielefeld	Lasne	Salisburgo
Bonn	La Valletta	San Francisco
Boston	Lisbona	San José di Costarica
Bruges	Lisse	San Paolo
Bruxelles	Londra	Santa Barbara
Bucarest	Losanna	Santiago de Compostela
Budapest	Lubiana	Santiago del Cile
Buenos Aires	Lugano	Seoul
Buffalo	Lussemburgo	Shanghai
Caen	Maastricht	Sofia
Cambridge	Madrid	Stanford
Canberra	Manila	Stoccarda
Carapacay	Maribor	Stoccolma
Castellon	Maryland	Strasburgo
Charlottesville	Merida Yuc.	Sidney
Chicago	Montevideo	Teheran
Città del Messico	Montreal	Thessaloniki
Città del Vaticano	Mosca	Tokyo
Copenhagen	Nanterre	Tunisi
Crozon	Nashville	Vancouver
Dublino	New York	Varsavia
Francoforte	Nicosia	Vienna
Gentilino	Notre Dame	Washington
Gerusalemme	Osaka	Wellington
Ginevra	Oslo	Wetherby
Grenoble	Osnabrück	Yorks
Hanover	Ottawa	